

Union Nationale des Ecrivains de France
Coordination Défense de Versailles
8, rue d'Anjou
75008 Paris

Le Président

Lettre ouverte

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg St Honoré
75 008 Paris

Versailles, ce 21 septembre 2010

Monsieur le Président,

Versailles, aux yeux du monde entier, est le symbole de l'excellence culturelle de la France, de la gloire du Roi-Soleil et de l'universalité de la Civilisation européenne, dont la France représente le modèle emblématique depuis trois siècles. Murakami à Versailles, c'est le symbole de l'annulation du prestige de la France, du mépris de son Peuple souverain et du triomphe de la barbarie culturelle du modèle new-yorkais - visant à l'hégémonie mondiale - qui est mise au centre de votre politique en l'affichant dans les *Grands appartements royaux*.

En 2008, lors de l'exposition Koons, nous avons attiré votre attention sur « l'émotion, la stupeur et l'incompréhension générale, à l'étranger, à l'annonce de cette exposition dérision » ; sur le fait que « cette souillure sacrilège des valeurs les plus sacrées de notre Histoire, de notre Culture et de notre Souveraineté, ouvre une boîte de Pandore aux conséquences incalculables ». Aveugle à cette dérision du symbole de notre identité culturelle et de notre prestige national, vous avez ignoré notre demande en invoquant même ceux qui sont « conquis par tant d'audace¹ » ! Alors les malheurs, culturels, politiques, économiques et touristiques, se sont abattus. Ridiculisée dans sa vitrine d'excellence, la France a perdu son prestige, son respect de la fonction présidentielle, avec, notamment, une baisse de 14 % de fréquentation touristique qui menace sa primauté.

Avec l'exposition du composite japonais/new-yorkais Murakami, cette politique de dérision suicidaire se poursuit, mettant la vitrine la plus prestigieuse de la France au profit du « concurrent culturel » le plus préjudiciable à nos intérêts vitaux. Un nombre croissant de Français voient dans cette caricature de Versailles un véritable acte de trahison culturelle, au service de la guerre faite à l'intelligence, à l'art et à la Civilisation européenne. Aussi, l'académicien Jean d'Ormesson vient-il de se faire l'interprète du rejet global de cette politique de dérision en lançant à 1,4 millions de téléspectateurs² : « En conclusion, il faut féliciter M. Aillagon, qui fait venir au musée de Versailles un nombre toujours croissant de visiteurs qui tiennent à venir à Versailles en foule dire qu'ils trouvent ça ridicule ! ».

A Nîmes vous disiez pourtant que « la France n'appartient pas à ceux qui la caricaturent », la « France justement qui n'est pas assez respectée », « la France dont le premier devoir de chaque Français est de l'aimer ». Aussi, un nombre croissant de Français-électeurs regrettent-ils qu'à l'inverse de ces déclarations électorales, en apparence, vous n'aimiez pas la France, que vous n'en soyez plus hélas représentatif. Louis XIV avait mis sa politique culturelle au service de la France, à Versailles. Pourquoi y acceptez-vous la dérision de la France au service d'un petit nombre d'intérêts étrangers ? Au mépris de toutes les règles diplomatiques, comment pouvez-vous accepter que, sous couvert de ridiculiser le sacre de Napoléon, chez le Roi-soleil, Murakami, pilleur de Mangas, vienne humilier à Versailles les Japonais, en se moquant même de l'Empereur du Japon, empire du soleil levant ?

Vous qui avez décidé de mettre la culture au centre de la politique, croyez-vous qu'à l'horizon 2012 il soit souhaitable que, sur ce front patrimonial, Versailles devienne le symbole du divorce croissant entre le peuple et un certain style de gouvernance autocratique, sourde et aveugle, dans laquelle il ne se reconnaît pas ? Pour échapper au piège contagieux du ridicule de M. Aillagon, nous ne voyons plus qu'une seule manière de fermer la boîte de pandore de l'apprenti sorcier, par un signal fort : désavouer celui qui joue au Roi-soleil aux dépens de la France et obtenir la démission de M. Aillagon que nous sollicitons par cette lettre.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Pierre CHARIE-MARSAINES
Président d'honneur, Commandeur de la Légion d'Honneur

Arnaud-Aaron UPINSKY
Président

¹ Cf. Notre lettre du 2 sept. 2008 et votre lettre du 16 déc. 2008, en réponse à la lettre de SAR le Prince Charles-Emmanuel de Bourbon-Parme du 18 nov. 2008.

² Emission du 18 septembre 2010 de Laurent Ruquier, sur France 2, « On n'est pas couché ».